



MONUC Revue de presse

24 février 2003

Le démarrage aujourd'hui à Pretoria des travaux des commissions techniques du dialogue inter congolais, ainsi que la tension observée à Mbuji Mayi suite au décès d'une vingtaine de creuseur de mines, constituent les principaux points de l'actualité développée par les journaux de ce jour.

Sous la supervision de l'Ambassadeur (Moustapha) Niasse, ce lundi à Pretoria, les experts congolais finalisent les questions en suspens, annonce L'OBSERVATEUR qui précise que *"pendant une dizaine de jours, les participants aux commissions techniques vont finaliser le processus de paix en cours et surtout chercher à régler les dernières questions restées en suspens, en l'occurrence la formation d'une nouvelle armée restructurée et intégrée, la sécurisation des acteurs politiques de la transition et la rédaction d'une nouvelle constitution de la transition"*.

LA TEMPETE DES TROPIQUES note pour sa part que la méfiance et les accusations entre les belligérants (sont) susceptibles de tout bloquer. Le journal fait ainsi allusion aux accusations mutuelles des belligérants auprès de la Cour pénale internationale pour diverses exactions commises en différents endroits de la RDC. *"Dans un tel contexte, que peut-on raisonnablement attendre des travaux qui débutent ce lundi quand ceux qui sont appelés à partager l'espace présidentiel en sont à s'entraccuser en vue de se disqualifier réciproquement?"*, s'interroge le quotidien.

A ce même sujet, LE POTENTIEL révèle que Moustapha Niasse s'est prononcé *"contre les actions judiciaires entre composantes du Dialogue inter-congolais"*. Selon le quotidien, *"Moustapha Niasse craint que les plaintes formulées et déposées par les uns contre les autres ne retardent la phase finale du processus du retour de la paix au Congo, du fait que dans tous les cas, les phases d'instruction de toutes ces affaires prennent beaucoup de temps"*.

Entre-temps, les membres de la composante Opposition politique se préparent pour le choix de leur candidat au poste de vice-présidence. C'est ainsi que L'OBSERVATEUR annonce que Z'Ahidi Arthur Ngoma a été désigné candidat de la plate-forme politique Etats Généraux de l'Opposition (EGO), au poste de vice-président réservé à l'opposition, tandis que LE POTENTIEL se fait l'écho de l'annonce de la candidature au même poste de Mme Nzuzi wa Mbombo du MPR-fait privé.

L'autre information relayée par les journaux de ce lundi 24 février est l'implantation du RCD à Kinshasa. Annonçant que le RCD-Goma a désigné le 21 février dernier des animateurs de ses structures à Kinshasa, LA TEMPETE DES TROUPES fait remarquer que cette décision intervient "*avant la réunification du pays et la mise sur pied des institutions de la transition*". Les personnes désignées sont notamment des membres du bureau de représentation du RCD à Kinshasa, de la cellule de mobilisation et propagande et des présidents sectionnaires, selon la liste intégralement publiée par le quotidien.

Le même journal annonce par ailleurs que Jean-Pierre Bemba a levé la mesure d'interdiction des vols de la Monuc sur le territoire contrôlé par le MLC, car le chef du mouvement rebelle "*ne veut être pointé du doigt comme étant sujet de blocage de l'accord de Pretoria*". Le journal rappelle que la mesure d'interdiction des vols de la Monuc a été prise au lendemain du refus des autorités de Kinshasa de laisser partir un groupe de journalistes et avocats qui souhaitaient se rendre à Gbadolite où se tient le procès des combattants du MLC, accusés d'avoir commis des atrocités en Ituri.

La plupart des journaux ont également publié un communiqué de la Monuc qui a déploré le refus du gouvernement de Kinshasa d'autoriser les avocats et journalistes résidant dans la capitale à se rendre à Gbdolite et demandé la levée de l'interdiction des vols de la Monuc.

La RDC, le Rwanda et le Burundi ont signé "*l'engagement de Bruxelles*", texte dans lequel les dirigeants de ces trois pays ont "*réitéré formellement leur engagement sincère et total en vue d'un dénouement heureux des processus de paix et de stabilisation en cours au Congo, au Burundi et au Rwanda*", rapporte LE PHARE qui précise que cet engagement a été pris en marge de la "*semaine africaine*", organisée par la Belgique.

Entre 20 et 45 personnes auraient péri asphyxiées dans le polygone minier de la Miba à Mbuji-Mayi, provoquant samedi dernier une vive tension dans la ville diamantifère. Selon LE PHARE, les victimes sont des "*creuseurs*" enterrés vivants dans leur "*trou*". Alors que LA REFERENCE PLUS attribue cette catastrophe à des éboulements survenus sur le site, LE PHARE révèle que les infortunées, pour la plupart des creuseurs clandestins, qui avaient aménagé un canal dans le dessein de puiser le diamant dans la zone interdite, ont péri après que la police a décidé de "*boucher l'entrée du canal avec une montagne de terre*", avec les creuseurs à l'intérieur.
